

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1955-1956

Service des Commissions.

BULLETIN DES COMMISSIONS

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Mercredi 25 janvier 1956. — *Présidence de M. Marcel Plaisant, président.* — M. Marcel Plaisant a donné à ses collègues un compte rendu des événements de politique extérieure survenus pendant l'intersession ; il a insisté sur la nécessité pour le Gouvernement français, aussitôt formé, de prendre une position très ferme sur la Sarre. Devant les solutions de compromis et les suggestions lancées de diverses parts, il est indispensable que les

droits de la France, affirmés et reconnus par ses Alliés, soient fixés le plus tôt possible à la suite d'une négociation.

Le président de la commission a donné, en outre, un résumé des débats des Nations Unies et il a fait ressortir l'importance de l'admission de 16 nouveaux Etats dans l'institution internationale. La France devra redoubler de vigilance pour assurer le respect de la Convention de San Francisco et, notamment, de l'article 7 interdisant les interventions dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat.

Si l'Organisation des Nations Unies veut rester fidèle à sa vocation et à la lettre de son préambule qui imposent le respect des obligations nées des traités, il conviendra d'éviter que l'entrée de nouveaux participants ne soit l'occasion d'une incartade comparable à l'inscription de l'affaire algérienne.

L'exposé du président a donné lieu à un débat contradictoire auquel ont pris part MM. Michel Debré, Léo Hamon, Marius Moutet et Portmann.

A la suite de ce débat, la commission a donné mandat exprès à son président d'entrer dès que possible en relation avec le nouveau Ministre des Affaires étrangères et de l'inviter, dans l'ordre le plus urgent, à faire connaître la position du Gouvernement dans les affaires de l'Afrique du Nord, dans le règlement de la Sarre et dans l'institution de l'Union Européenne Occidentale.

Conformément à la résolution adoptée le 17 novembre 1955 par le Conseil de la République, MM. Philippe d'Argenlieu et Martial Brousse ont été désignés respectivement 3^e vice-président et 3^e secrétaire de la commission.

FINANCES

Mercredi 25 janvier 1956. — *Présidence de M. Alex Roubert, président.* — La commission a d'abord procédé à l'examen du programme des travaux de la commission. Le président a expliqué le jeu des prolongations de délai consécutives aux élections législatives.

Ensuite, la commission a entendu le rapporteur général faire un exposé de la situation budgétaire comparée de 1955 et 1956. Il a souligné le chiffre de l'endettement public qui passera de

1059,2 milliards pour 1955 à 1193 milliards pour 1956 dont 700 environ seront consommés par des déficits budgétaires à combler. Le déficit budgétaire qui était de 508,2 milliards en 1955 serait de 650 milliards en 1956, mais il est probable que les chiffres des prévisions seront dépassés. Le rapporteur général a ensuite brossé un tableau de la vie économique de la nation en étudiant successivement ses diverses branches.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Jeudi 26 janvier 1956. — *Présidence de M. Bousch, président.*
— La commission a poursuivi l'examen du projet de loi (n° 331, année 1955), adopté par l'Assemblée Nationale, portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, en ce qui concerne le secteur de l'énergie.

Elle a entendu en premier lieu M. Coudé du Foresto qui a fait un exposé général sur les problèmes énergétiques en France. Il a traité notamment des disponibilités d'énergie par habitant et de leur évolution, du développement des différents secteurs énergétiques (charbon, énergie électrique, gaz, hydrocarbures) et a insisté sur les problèmes posés par le développement de l'énergie nucléaire.

M. Coudé du Foresto a également évoqué les répercussions sur la production charbonnière de l'évolution politique de la Sarre, la création de l'Euratom, et l'influence du prix de l'énergie sur l'expansion économique des régions sous-développées.

Après ces considérations générales, la commission a entendu un exposé de M. Cornat, rapporteur du secteur de l'électricité.

Ce dernier a rappelé les objectifs du deuxième plan et souligné que, si le rythme d'expansion que la France connaît depuis 1954 se maintient, la consommation probable en 1960-1961 serait de 75 milliards de kWh et non pas de 70 milliards comme l'avait prévu le Commissariat général au Plan.

M. Cornat a passé successivement en revue les problèmes de production d'électricité : rentabilité, partage hydraulique-thermique, perspectives de production en tenant compte de l'énergie nucléaire ; les problèmes de transport, de distribution, de tarification ainsi que ceux posés par le financement des investissements.

La commission a enfin entendu un exposé de M. Bonnet, rapporteur pour le secteur du gaz, qui a axé son rapport au point de vue production sur l'évolution technique, le développement de la production des sous-produits et l'intervention du gisement de Lacq.

M. Bonnet a également traité du transport du gaz et insisté sur la nécessité de faire d'importants travaux d'entretien et de renouvellement sur le réseau de distribution.

La commission poursuivra l'examen du secteur de l'énergie au cours de sa prochaine réunion.